



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de
conseillers en
exercice : 33

Séance du lundi 26 mai 2020

Extrait de la délibération affiché le **28 mai 2020**.

L'an deux mille vingt, **le vingt-six mai à dix-huit heures** par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 22 mai, le Conseil Municipal s'est réuni dans la Salle Michel Valléry, sous la présidence de Monsieur **Jérôme DUBOST**, Maire.

Etaient présents

Jérôme **DUBOST**, Fabienne **MALANDAIN**, Damien **GUILLARD**, Christel **BOUBERT**, Aurélien **LECACHEUR**, Virginie **VANDAELE**, Sylvain **CORNETTE**, Agnès **SIBILLE**, Jean-Luc **HEBERT**, Isabelle **CREVEL**, Gilles **BELLIERE**, Isabelle **NOTHEAUX**, Yannick **LE COQ**, Aliké **PERENDOUKOU**, Nicolas **SAJOUS**, Pascale **GALAIS**, Eric **LE FEVRE**, Edith **LE ROUX**, Nicolas **BERTIN**, Sandrine **VEERAYEN**, Patrick **DENISE**, Véronique **BLONDEL**, Cédric **DESCHAMPS-HOULBREQUE**, Catherine **OMONT**, Thierry **GOUMENT**, Aline **MARECHAL**, Jean-Pierre **LAURENT**, Daniel **FIDELIN** (pouvoir à Corinne CHOUQUET à partir de la délibération n°44), Corinne **CHOUQUET**, Agnès **MERLIN**, Arnaud **LECLERRE**, Virginie **LAMBERT**

Excusés ayant donné pouvoir

Gilbert **FOURNIER** donne pouvoir à Virginie **LAMBERT**

Daniel **FIDELIN** donne pouvoir à Corinne **CHOUQUET** (à partir de la délibération n°44)

Secrétaire de séance

Aurélien **LECACHEUR** est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du mardi 26 mai 2020

2020.05/48

CONSEIL MUNICIPAL – POLITIQUE SOCIALE – CENTRE COMMUNAL D’ACTION SOCIALE – COMPOSITION DU CONSEIL D’ADMINISTRATION – NOMBRE D’ADMINISTRATEURS – DETERMINATION -

Monsieur Le Maire : La Loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 a instauré la création d’un nouvel outil pour les communes : **le Centre Communal d’Action Sociale (CCAS)** dont la création est obligatoire pour les communes de plus de 1 500 habitants.

Etablissement public local agissant sur un champ de compétences larges dans le domaine de l’action sociale, il :

- Détient une personnalité juridique propre, distincte de la commune à laquelle il est rattaché
- Est soumis aux règles du droit public
- Est doté d’un budget propre, soumis aux règles de la comptabilité publique (instruction M14 et M22)
- Possède un personnel propre qui relève du statut de la fonction publique territoriale ou de droit privé
- Dispose de ses propres ressources liées aux services et aux actions du CCAS et de ressources extérieures et notamment la subvention d’équilibre versée par la Ville.

Conformément à l’article L. 123-5 du Code de l’Action Sociale et des Familles (CASF), chaque CCAS « **anime une action générale de prévention et de développement social dans la commune, en liaison étroite avec les institutions publiques et privées** ».

Les CCAS exercent des missions obligatoires et des missions facultatives spécifiques à chaque commune, qui sont définies par le Conseil d’Administration.

Les missions obligatoires sont définies aux articles L. 123-4 et suivants et L. 264-1 du CASF. Ainsi, les CCAS doivent notamment :

- Participer à l’instruction des dossiers de demande d’aide sociale
- Domicilier les personnes sans domicile stable

En matière d’action sociale facultative (missions facultatives), chaque CCAS détermine ses propres modalités d’intervention. Pour mener à bien sa mission, un CCAS peut notamment intervenir sous forme de prestations en nature ou en espèces, remboursables ou non (décret n° 95562 du 6 mai 1995 et article R. 123-2 du CASF) dont le coût est supporté par son budget.

Les CCAS peuvent créer et gérer les établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés à l’article L. 312-1 du CASF.

Ils doivent procéder à une Analyse des Besoins Sociaux (ABS) de la population de la commune, dans les conditions prévues par le Code de l’Action Sociale et des Familles.

Enfin, les CCAS doivent également créer et tenir à jour un fichier des bénéficiaires de l'aide sociale (légale et facultative).

Chaque CCAS est géré par un Conseil d'Administration (CA) dont la composition, précisée par les articles R. 123-7 et suivants du Code de l'Action Sociale et des Familles, se définit comme suit :

- Le Maire ; Président de droit du CCAS
- De 8 membres (à minima) à 16 membres (à maxima) siégeant au sein du Conseil d'Administration du CCAS. Ces membres sont pour moitié élus par le Conseil Municipal et pour moitié nommés par le Maire.

S'agissant du CCAS de Montivilliers, il est proposé d'arrêter le nombre de membres du Conseil d'Administration à 17, répartis comme suit :

- Le Maire, Président de droit
- 8 membres élus au sein du Conseil Municipal selon un vote à bulletin secret avec scrutin proportionnel au plus fort reste
- 8 membres nommés par le Maire à l'issue d'une procédure définie par les articles R.123-11 et R.123-12 du Code l'Action Sociale et des Familles

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

- **VU** le Code Général Collectivités Territoriales et notamment son article L2121-33 ;
- **VU** le Code de l'Action Sociale et des Familles et son article R.123-7 confiant au Conseil Municipal le soin de fixer le nombre d'Administrateurs du CCAS
- **VU** les décrets n° 95-562 du 6 mai 1995 et 2000-6 du 4 janvier 2000 relatifs aux centres communaux et intercommunaux d'action sociale ;

CONSIDERANT

- Que le Conseil d'Administration est présidé de droit par le Maire ;
- Que le Conseil Municipal fixe le nombre de membres du Conseil d'Administration siégeant au sein du CCAS
- Que ce nombre d'Administrateurs peut s'élever au minimum à 9 membres et au maximum à 17 membres

VU le rapport de M. Le Maire ;

Après en avoir délibéré,

DECIDE

- De fixer le nombre d'Administrateurs qui siégeront au sein du Conseil d'Administration du CCAS à **17 membres** selon la répartition suivante :
 - Le Maire, Président de droit

- 8 membres élus au sein du Conseil Municipal à bulletin secret, au scrutin de liste, à la représentation proportionnelle au plus fort reste sans panachage ni vote préférentiel ;
- 8 membres désignés par le Maire à l'issue d'une procédure définie par les articles R.123-11 et R.123-12 du Code l'Action Sociale et des Familles

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.

Le Maire



Envoyé en préfecture le 29/05/2020

Reçu en préfecture le 29/05/2020

Affiché le

SLO

ID : 076-217604479-20200526-M_DE200526__48-DE